



WFRM BULLETIN

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#)

disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

Numéro 111 - Octobre 2006

NOTRE OPINION

- [Des propositions raisonnables à l'intention de la Convention sur le changement climatique](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- [Amazonie : en quête d'affaires, l'IIRSA voit grand](#)
- [Bolivie : un projet de barrages au Brésil menace la vie des communautés amazoniennes](#)
- [Laos : que savait SmartWood au moment de délivrer son certificat ?](#)
- [Liberia : le nouveau code forestier éveille des espoirs et des doutes](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- [Australie : des ONG dénoncent le système de certification AFS](#)
- [États-Unis: opposition à la conférence nord-américaine sur les plantations à croissance rapide](#)
- [Inde : les essences plantées sont différentes, mais les problèmes restent les mêmes](#)
- [Indonésie : des problèmes en vue. L'UFS entend ouvrir une nouvelle usine de particules de bois](#)
- [SFI : un système de certification établi par et pour l'industrie forestière](#)

LE POINT SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

- [Les femmes mènent la lutte contre le changement climatique](#)
- [Les biocombustibles : loin de résoudre le problème du changement climatique, ils l'aggravent](#)
- [La Banque mondiale : un marchand de carbone qui n'a rien de neutre](#)
- [Arbres GM : les Conventions des Nations unies se contredisent](#)

NOTRE OPINION

– Des propositions raisonnables à l'intention de la Convention sur le changement climatique

Tout le monde semble à présent d'accord que le climat de la Terre est en train de changer, que ce changement résulte directement des activités humaines et que les conséquences sociales, écologiques, politiques et économiques en seront catastrophiques si rien n'est fait – et vite – pour s'attaquer au problème.

La 12e Conférence des Parties à la Convention des Nations unies sur le changement climatique se

réunira à Nairobi, au Kenya, du 6 au 17 novembre. Malheureusement, jusqu'à présent la convoitise humaine l'a emporté sur l'intelligence, de sorte que la Convention a été dominée par des intérêts très peu soucieux de l'environnement et des personnes et trop attirés par l'argent.

Il est donc nécessaire de se concentrer sur ce qu'il faut vraiment faire pour éviter la crise climatique dangereusement proche, plutôt que sur l'argent qu'il y a à gagner ou à perdre suivant le scénario qu'on choisisse.

C'est un fait bien connu que les causes principales du dérèglement du climat sont associées à la consommation de combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz) et, à un degré moindre, au déboisement, les deux entraînant les émissions de carbone responsables du réchauffement planétaire.

Or, ces deux causes sont tout à fait différentes. Le carbone contenu dans les combustibles fossiles ne fait pas partie du cycle du carbone biosphérique. Une fois ces combustibles extraits et brûlés, leur carbone vient s'ajouter au carbone de la surface et ne reprendra sa forme souterraine originelle de pétrole, charbon ou gaz que dans un temps incommensurable. L'utilisation de combustibles fossiles est donc, en pratique, une cause irréversible du changement climatique.

Voilà pourquoi l'utilisation de combustibles fossiles devrait être considérée de nos jours comme une provocation écologique extrême que rien ne peut « compenser ». Si les gouvernements avaient adopté cette attitude en 1997, au moment d'approuver le Protocole de Kyoto, nous aurions peut-être en vue un monde sans combustibles fossiles et un avenir climatique bien plus reluisant.

Les émissions de carbone provoquées par le déboisement sont différentes, parce que le carbone piégé dans la biomasse des forêts fait partie, depuis toujours, du stock de carbone de la surface. Cela veut dire que si le processus est inversé au moyen du reboisement (qui n'est pas synonyme de la plantation d'arbres en régime de monoculture), les forêts vont « aspirer » en croissant une partie du carbone libéré au moment de leur destruction ou de leur dégradation.

Au vu de ce qui précède, si les gouvernements entendent s'attaquer sérieusement au changement climatique ils doivent s'engager à :

- supprimer l'utilisation de combustibles fossiles dans très peu de temps, et
- stopper le déboisement et restaurer les forêts dans très peu de temps.

Pourtant, tous les pays ne sont pas également responsables du changement climatique. La plupart de la responsabilité du problème revient au Nord industrialisé, qui est donc obligé de fournir des solutions. D'ailleurs, la plupart des experts sont d'accord qu'il possède les ressources financières et techniques nécessaires pour rendre possible l'élimination des combustibles fossiles.

Dans le cas des émissions de carbone découlant des combustibles fossiles, la responsabilité du Nord industrialisé est tout à fait claire, car c'est lui qui en a libéré la plupart dans l'atmosphère depuis le début de la révolution industrielle. Or, il est également clair que la plupart du déboisement qui a lieu dans le Sud a des rapports avec le Nord. La plupart du soja, de la viande, des crevettes, de l'huile de palme, du bois, de la pâte, du papier et des minéraux, dont la production se solde par la disparition des forêts, a pour destination les marchés du Nord, tandis que des institutions dirigées depuis le Nord, comme le FMI et la Banque mondiale, imposent au Sud des politiques qui mènent forcément à l'accroissement du déboisement.

Il est donc nécessaire que les gouvernements du Nord s'engagent à :

- fournir les ressources financières et techniques indispensables pour supprimer l'utilisation de combustibles fossiles dans très peu de temps, dans le Nord comme dans le Sud ;
- introduire dans leurs économies et leurs politiques les modifications nécessaires pour qu'il soit possible de stopper le déboisement et de restaurer les forêts dans très peu de temps ;
- faire en sorte que ces modifications avantagent les pays et les peuples du Sud sans avoir sur eux d'impacts négatifs. Cela veut dire, entre autres, qu'on n'établira pas sur leurs terres de grandes monocultures d'arbres ni de biocombustibles.

De la même manière, la Convention doit s'écarter des projets de commerce de carbone, compliqués et frauduleux, auxquels elle a été mêlée pendant les neuf dernières années. En signe de changement, elle devrait cesser de considérer que les plantations peuvent être des puits de carbone et exclure tout de suite la possibilité d'utiliser dans ces plantations des arbres génétiquement modifiés. Simultanément, elle devrait commencer à examiner sérieusement les moyens de supprimer les combustibles fossiles et d'arrêter le déboisement.

Tout cela n'est qu'une affaire de bon sens... mais, très probablement, le bon sens sera très éloigné des solutions fausses que les négociateurs du climat passeront le plus clair de leur temps à discuter quand ils se rencontreront à Nairobi.

Bien entendu, le bon sens va à l'encontre de nombreux intérêts. Or, le principal intérêt à prendre en compte devrait être celui de l'ensemble de l'humanité, dont l'avenir dépend de ce que feront – ou ne feront pas – les gouvernements impliqués dans ce processus.

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

– Amazonie : en quête d'affaires, l'IIRSA voit grand

De nos jours, le développement d'infrastructures au nom de l'intégration économique régionale est l'une des menaces les plus grandes qui pèsent sur la durabilité environnementale et la justice sociale. L'initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure régionale en Amérique du Sud (IIRSA) en est un exemple. L'IIRSA propose une série de grands projets de haut risque qui auront pour conséquence un endettement considérable, en plus d'introduire des modifications profondes dans les paysages et les modes de vie de la région. Dans cette perspective axée sur la croissance, les montagnes, les forêts et les marécages sont considérés comme des obstacles au développement économique, et les fleuves comme des voies pour l'extraction des ressources naturelles.

L'initiative IIRSA est coordonnée par les douze gouvernements sud-américains, avec l'appui technique et financier de banques multilatérales et nationales. Elle se compose de dix axes pour l'intégration économique qui traversent le continent et qui exigent de forts investissements en matière de transports, d'énergie et de télécommunications, et de sept processus sectoriels d'intégration conçus pour harmoniser les cadres juridiques des pays.

À ce jour, plus de quarante mégaprojets complexes et des centaines de projets mineurs d'amélioration des infrastructures ont été définis, qui supposent un coût de plus de 37 millions de dollars. Ces coûts démesurés contribueront à augmenter encore la dette publique de la région, déjà insoutenable.

L'IIRSA est en fait le théâtre d'innombrables disputes et controverses qui n'ont que peu de rapport avec les éventuels avantages pour les pauvres, ce qui n'est pas étonnant, quand on considère les intérêts politiques et économiques impliqués et le volume des ressources financières en mouvement. En plus des gouvernements des douze pays sud-américains, les vieilles et les nouvelles connaissances du secteur financier participent directement à l'IIRSA : la Banque interaméricaine de développement (BID), la Corporation andine de développement (CAF), le Fonds financier pour le développement du Río de la Plata (FONPLATA), la Banque nationale de développement économique et social (BNDES), la Banque mondiale (BIRD) et de grandes entreprises.

La combinaison des investissements pour la construction de routes, voies fluviales et barrages proposées par l'IIRSA, et des investissements considérables du secteur privé pour l'extraction de ressources et l'agriculture industrielle (par exemple, celle du soja) n'aura pas seulement des effets directs sur la diversité biologique, mais des effets indirects également sur les paysans et les travailleurs agricoles. Historiquement, les résultats ont toujours été le déplacement des populations rurales et autochtones, la migration massive et le déboisement. En fait, nombre des projets proposés par l'IIRSA sont de vieux projets nationaux de construction d'infrastructure, que l'on a intégrés dans le cadre régional dans l'espoir de leur redonner du souffle. Les répercussions qu'ils auront sur l'environnement, la société, la culture et l'économie des Andes, du bassin de l'Amazone, du Mato Grosso, du Pantanal et des fleuves Paraguay et Paraná seront considérables et souvent irréversibles.

L'Amazonie est incorporée de force à la stratégie d'intégration promue par l'IIRSA. Des parties du territoire amazonien qui intéressent le gros capital sont la cible d'investissements qui cherchent à les insérer dans la dynamique de la mondialisation capitaliste, avec sa logique d'inégalité et d'exclusion. L'axe Amazone traverse presque 1 000 miles du bassin amazonien, de la côte du Pacifique à celle de l'Atlantique. Il inclut des parties du Brésil, de la Colombie, de l'Équateur et du Pérou, le fleuve Amazone et la plupart de ses principaux affluents. La région comprend 4 500 millions de kilomètres carrés et près de 52 millions d'habitants. Elle contient presque la moitié de la diversité biologique du monde et de 15 à 20 pour cent des réserves d'eau douce.

En ce moment, l'axe amazonien inclut 54 projets IIRSA, partagés en sept groupes, dont la plupart s'organisent autour des bassins des affluents du fleuve Amazone. Dans l'Amazonie brésilienne trois axes sont prévus : celui de l'Amazone (États d'Amazonas, Pará et Amapá), celui du Massif guyanais (États de Roraima et Amapá) et celui de Pérou-Brézil-Bolivie (États d'Acre, Rondônia, Amazonas et Mato Grosso). Dans la liste de l'IIRSA concernant l'Amazonie brésilienne figure la construction de complexes hydroélectriques et de lignes de transmission entre les usines hydroélectriques, la construction ou le réaménagement de routes, la construction de ports, d'usines de pâte, de traitement de soja, de production de café instantané et de conditionnement de viande, et des travaux routiers le long de plus de 6 000 km de voies fluviales navigables pour faciliter le mouvement de produits et la sortie de ressources naturelles.

En ce qui concerne les nouvelles usines hydroélectriques à construire en Amazonie, leur rôle est de produire de l'énergie surtout pour les centres économiques les plus dynamiques, et de rendre possible l'expansion des voies fluviales et des activités de production de marchandises très demandées à l'extérieur, comme le soja, ainsi que d'alimenter les industries qui requièrent un grand volume d'énergie, comme la fabrique d'aluminium ALBRAS – Alunorte, de Barcarena (PA).

Un aspect caractéristique de l'IIRSA est que non seulement les leaders communautaires locaux, mais les hommes d'affaires, les dirigeants des organismes fédéraux, les membres du pouvoir judiciaire, les parlementaires et bien d'autres semblent ignorer tout à fait son existence. Les décisions concernant ce

nouvel aménagement territorial et les projets d'infrastructure pour la région ne sont pas débattus avec les gouvernements des États et des municipalités, et encore moins avec les mouvements sociaux, les organisations non gouvernementales ou les institutions amazoniennes d'enseignement et de recherche.

La lutte pour l'accès aux ressources naturelles de l'Amazonie et à leur contrôle devient de plus en plus serrée et se propage dans toute la région. La vision classique de l'expansion de la frontière du Sud vers le Nord et de l'Est vers l'Ouest ne suffit plus à expliquer la nature et la dynamique des conflits dans le Nord du Brésil, car ces conflits ont aujourd'hui tendance à se disséminer dans tout le territoire amazonien, à s'étendre sur des zones qui ne sont pas forcément contiguës et à impliquer des personnes et des institutions de pays différents.

Parallèlement, la création et la consolidation de réseaux et de forums de mouvements sociaux, d'organisations pastorales, d'organisations non gouvernementales et d'universitaires se sont accélérées elles aussi, face au besoin de réagir de façon concertée à une menace d'ordre général.

Article fondé sur des informations tirées de : "Amazon Hub", Building Informed Civic Engagement for Conservation in the Andes-Amazon (BICECA), <http://www.biceca.org/en/Index.aspx> ; "Incorporação compulsória de territórios" et "IRSA: os riscos da integração", Guilherme Carvalho, expert en planification du développement (NAEA/UFPA) et technicien de FASE Amazônia – Núcleo Cidadania, paru dans Orçamento y Política Socioambiental, N° 17, septembre 2006, Instituto de Estudos Socioeconômicos – INESC, <http://www.inesc.org.br/pt/publicacoes/boletins/boletim.php?oid=XGyKPM5ozlOetvHwajV6FgCFnwST07xN>.

[index](#)

– Bolivie : un projet de barrages au Brésil menace la vie des communautés amazoniennes

Le 11 septembre de cette année, l'institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles et renouvelables (IBAMA) a donné son approbation à l'étude d'impact environnemental concernant la construction dans ce pays de deux barrages sur le fleuve Madera, le plus grand affluent de l'Amazone.

Des scientifiques boliviens et brésiliens avaient manifesté des inquiétudes à ce sujet car, d'après les données de l'étude en question, les barrages feraient diminuer la vitesse de l'eau provoquant des changements et une détérioration de sa qualité, et auraient des effets sur les fleuves plus petits qui se déversent dans le Madera. Or, cet aspect n'a pas été pris en compte dans l'évaluation effectuée. La zone inondée s'étendrait jusqu'en Bolivie et, avec le temps, le lit du fleuve monterait de niveau, aggravant encore le problème des inondations.

D'autre part, les changements prévus affecteraient les conditions de vie des habitants de l'Amazonie bolivienne, qui tirent la plupart de leur nourriture et de leurs moyens de subsistance des fleuves et de la forêt. Des représentants d'organisations et d'institutions de la région Nord de l'Amazonie signalent avec alarme que « ces changements proches vont affoler les poissons, ils leur apporteront des maladies et la mort, et la même chose arrivera aux oiseaux et à d'autres animaux des fleuves et de la forêt ; en outre, la cueillette de noix et d'espèces ligneuses en sera gravement affectée ».

Du côté bolivien, la forêt tropicale est encore en bon état de conservation. En plus de l'agriculture, la chasse et la pêche, la population vit d'activités d'extraction, comme la cueillette de « noix du Brésil » (*Bertholletia excelsa*), dont la Bolivie est le plus grand exportateur du monde. La production de ces noix

exige que la forêt reste inchangée. En revanche, du côté brésilien l'environnement a été fortement endommagé ; la forêt a été remplacée par des pâturages et les populations ont été déplacées, parfois de force, vers les favelas des grandes villes du pays. Pour eux, le développement a consisté à devenir des pauvres des villes ; pour les indigènes de la région, il a souvent été synonyme d'extermination.

Les habitants de la zone rurale de la région amazonienne cultivent les terres humides qui restent au bord des fleuves après la saison des pluies. Les barrages proposés inonderaient ces zones en permanence, éliminant ainsi l'agriculture en tant qu'activité de base de nombreuses communautés. D'autre part, cette inondation permanente provoquerait la contamination de l'eau consommée par la population, ce qui aggraverait les problèmes de malaria, dengue, leishmaniose (une maladie de la peau d'origine parasitaire), diarrhée infantile et d'autres maladies encore, comme c'est déjà arrivé au Brésil après la construction de certains barrages.

La construction de barrages hydroélectriques s'accompagne en général de la promesse d'énergie à bas prix mais, comme dans bien d'autres cas, les coûts astronomiques des barrages et des installations risquent de remplacer le mythe de l'énergie bon marché des fleuves par la triste réalité de l'aggravation de l'endettement extérieur des pays concernés.

En fait, les deux barrages et leur ligne de transmission font partie d'un projet plus vaste, qui inclut deux autres barrages, l'un sur la frontière du Brésil et de la Bolivie, l'autre à l'intérieur de cette dernière, et une voie fluviale de 4 000 km de long qui exigera d'introduire de grandes modifications dans le système des fleuves de la région pour les transformer en canaux.

Face à la grave menace que cela représente pour la région amazonienne, les représentants d'organisations et d'institutions du Nord de l'Amazonie (conseillers municipaux, universitaires, représentants des communautés, d'associations de pêcheurs, d'organisations indigènes, d'instituteurs ruraux, CARITAS, IPHAE, Foro Regional Norte Amazónico, Fobomade, parmi d'autres), réunis dans la ville de Riberalta, en Bolivie, le 12 octobre 2006, ont pris les décisions suivantes :

« Demander d'urgence au gouvernement national d'intervenir immédiatement auprès du gouvernement du Brésil et d'organismes internationaux comme les Nations unies, en défense de notre territoire, de nos fleuves, de la flore et la faune, de l'environnement et de notre mode de vie ; demander en outre que soit reconnu et respecté notre droit à être opportunément informés de ces démarches et de leurs résultats.

Prévenir le gouvernement brésilien que nous défendrons notre territoire devant toutes les instances internationales, et que nous montrerons au monde comment des travaux sont planifiés en ignorant les populations de l'Amazonie et l'environnement.

Convoquer nos frères brésiliens qui sont préoccupés et qui seront affectés par ces travaux à s'unir à nous avec tous les peuples et nations du monde en une campagne pour la défense de notre territoire amazonien. »

Article fondé sur des informations tirées de : "Pronunciamento de la región amazónica de Bolivia en torno a las represas proyectadas sobre el Río Madera", 12 octobre 2006, envoyé par Foro Boliviano sobre Medio Ambiente y Desarrollo (FOBOMADE), adresse électronique : comunicación@fobomade.org.bo, <http://www.fobomade.org.bo> ; "Destrucción de la Amazonía: Brasil aprueba EIA de represas que inundarán territorio boliviano", Pablo Villegas, FOBOMADE, http://www.fobomade.org.bo/foro/doc/brasil_madera_bolivia.pdf.

– Laos : que savait SmartWood au moment de délivrer son certificat ?

Le mois dernier, j'ai écrit un article sur la certification par le FSC de la « foresterie villageoise » au Laos. L'article était fondé sur un rapport dont j'avais pris connaissance, concernant un projet de la Banque mondiale et du gouvernement finlandais : le Projet de foresterie durable et de développement rural (SUFORD d'après l'anglais). Le rapport du SUFORD faisait état de graves problèmes en matière d'extraction de bois dans le cadre de ce projet, dont 39 000 hectares ont été certifiés par SmartWood en application du système du Forest Stewardship Council.

Les forêts et les moyens de subsistance des villageois ont été gravement endommagés par l'exploitation de leurs forêts. D'après le rapport du SUFORD, les équipes d'abattage ont coupé leurs arbres à résine et sont en train d'extraire plus de bois que prévu dans les plans de gestion. Le volume de l'extraction n'est pas réglé par ces plans mais par la demande des scieries locales et par les quotas fixés au niveau de la province.

Le rapport du SUFORD a constaté que le bois qui sortait des forêts villageoises certifiées par le FSC (et d'autres zones boisées de la province de Savannakhet) n'était pas correctement marqué. « La traçabilité des arbres ou des grumes est donc impossible », commente l'auteur du rapport. Ainsi, l'extraction se fait en enfreignant les normes du FSC et le code forestier du Laos qui, comme signale le rapport, stipule que les grumes qui ne sont pas correctement marquées ne peuvent pas être déplacées, qu'elles portent ou non le label FSC.

En rédigeant mon article du mois dernier, je souhaitais divulguer les conclusions du rapport du SUFORD et susciter une discussion sur la certification. D'après Scott Poynton, directeur exécutif du Tropical Forest Trust, ni lui ni SmartWood ne connaissaient l'existence de ce rapport avant de lire mon article qui, d'autre part, a soulevé pas mal de discussions. *

À présent, j'aimerais examiner un aspect qui m'a échappé dans l'article précédent et dans la discussion qui a suivi : au moment de délivrer le certificat, SmartWood savait ou non si les opérations forestières répondaient aux critères du FSC ? Il s'agit d'une question d'une importance manifestement critique, qu'il s'agisse de la certification d'une exploitation forestière industrielle, de plantations industrielles d'arbres ou d'opérations forestières communautaires à petite échelle.

SmartWood a délivré le certificat en janvier 2006. Quatre mois plus tard, le SUFORD a trouvé que l'extraction de bois enfreignait gravement plusieurs principes et critères du FSC. Ma première supposition a été que SmartWood avait délivré le certificat en sachant que les opérations certifiées ne respectaient pas les normes du FSC.

Or, comme Scott Poynton le signale, les choses ne sont pas aussi simples qu'elles apparaissent quand on ne regarde que cette courte période. « Pour savoir la vérité il faut aller plus loin dans l'histoire du projet », dit-il. Il suggère de se situer en juin 2005, date à laquelle SmartWood a décidé que toutes les conditions préalables avaient été remplies. Le certificat a été délivré six mois plus tard, d'après lui « parce qu'il fallait traduire correctement le contrat, que les deux parties devaient se comprendre, et aussi parce qu'il y avait eu des changements de personnel à Savannakhet ».

Poynton explique que, « entre juin 2005 et mai 2006, il s'est passé suffisamment de temps pour que les

systèmes s'effondrent ». Autrement dit, à l'époque où SmartWood a délivré son certificat il était tout à fait possible que les opérations ne répondent pas aux normes du FSC.

SmartWood rejette catégoriquement cette possibilité : « Au moment où le certificat FSC a été délivré, RA/SW [Rainforest Alliance /SmartWood] avait la certitude que les communautés étaient conformes aux normes du FSC ».

Pour ma part, je pense que nous devons chercher plus loin que Poynton ne suggère. Le résumé public de l'évaluation de SmartWood inclut un registre des démarches effectuées. Selon ce registre, les inspecteurs de SmartWood ont visité une seule fois les forêts qu'ils ont certifiées en Savannahkhet, et ce en mai 2003, presque trois ans avant la remise du certificat.

En mai 2003, l'équipe de SmartWood a passé trois jours dans la province de Savannahkhet, pour évaluer 39 000 hectares d'opérations de « foresterie villageoise ». Les inspecteurs ont visité deux parcs à grumes, une zone qui avait été coupée en 1999 et une autre en cours d'abattage. Ils ont participé aussi à plusieurs réunions. Un an plus tard, ils sont revenus en Savannahkhet mais n'ont inspecté aucune activité forestière. En juillet 2005, SmartWood a effectué une étude sur documents et déterminé que toutes les conditions préalables avaient été observées et que le certificat pouvait être délivré.

Par suite du rapport du SUFORD et de l'article que j'ai rédigé à partir de ce rapport, SmartWood va faire une vérification sur le terrain en octobre 2006. Il était grand temps. Espérons que les inspecteurs de SmartWood seront en mesure de décider si les opérations de foresterie villageoise sont conformes ou non aux normes du FSC. Néanmoins, il est très peu probable qu'ils puissent déterminer, par exemple, la date à laquelle le système de marquage du bois s'est effondré. Cela aurait pu arriver à n'importe quel moment entre mai 2003 et mai 2006.

Il y a dix jours, au cours d'une discussion avec Scott Poynton j'ai écrit que « SmartWood a certifié une opération en sachant qu'elle ne respectait ni les principes et critères du FSC ni la Code forestier du Laos ». Maintenant je vois que SmartWood a certifié cette opération sans savoir si elle respectait ou non les principes et critères du FSC ou le Code forestier du Laos. Je ne sais pas ce qui est pire, mais aucune de ces options n'inspire beaucoup de confiance en SmartWood ni en le système du FSC.

* La discussion peut être suivie sur : www.pulpinc.wordpress.com/fsc.

Chris Lang, adresse électronique : chrislang@t-online.de, www.chrislang.blogspot.com

[index](#)

- Liberia : le nouveau code forestier éveille des espoirs et des doutes

Pour le Liberia, comme pour plusieurs autres pays du Sud qui ont subi des siècles de colonialisme, sa richesse a été aussi sa malédiction. Les forêts tropicales couvrent 47 pour cent du territoire du pays. Entre 1989 et 2003, les recettes de l'exploitation forestière permirent de financer un conflit brutal grâce au pillage des forêts, qui étaient une ressource vitale pour les factions armées du Liberia : le bois sortait, l'argent et les armes affluaient. Il y avait tant de concessions illégales que leur superficie dépassait celle du pays.

En juillet 2003, le Conseil de sécurité de l'ONU imposa des sanctions aux exportations de bois libérien. Ce blocage mit fin à l'exploitation forestière et à la présidence de Charles Taylor, qui s'enfuit du pays et attend maintenant d'être jugé à La Haye pour crimes de guerre. Guus van Kouwenhoven, un homme d'affaires néerlandais qui appartenait au cercle des intimes de Taylor et qui dirigeait l'Oriental Timber Company (OTC), une entreprise à la rapacité bien connue, est déjà en prison pour avoir violé l'embargo de l'ONU sur les armes.

Après ces années de guerre civile dévastatrice, de trafic illégal de bois et de fraude généralisée pour alimenter le conflit, le Liberia vient d'adopter, le 9 octobre 2006, un code forestier orienté par de nouvelles politiques formulées avec les Nations unies. La nouvelle législation permettra de mettre en oeuvre la première politique forestière de l'histoire du pays, que la FAO et de nombreux partenaires internationaux ont contribué à mettre en place (les États-Unis, l'Union européenne, la Banque mondiale, l'UICN et des ONG de conservation dont Conservation International, Flora and Fauna International, plusieurs ONG et industries libériennes), par le biais de l'Initiative pour les Forêts du Liberia.

D'après Silas Siakor, le Prix Goldman de l'Environnement 2006 pour l'Afrique, ce nouveau code qui a permis de lever les sanctions de l'ONU est prometteur... à condition qu'il puisse être appliqué.

Le code prévoit de consacrer trente pour cent des forêts à des réserves ; il garantit en outre que les communautés locales devront approuver toutes les concessions et qu'elles recevront 30 % des recettes. Avec un détail astucieux : cet argent proviendra de l'impôt foncier et non des recettes d'extraction. Ainsi, les communautés auront intérêt à surveiller qu'il n'y ait pas de surexploitation pour que la terre ne se dévalue pas et que les paiements continuent indéfiniment. Ce système est considérablement meilleur que celui que les États-Unis appliquent à leurs propres forêts nationales !

Dans le cas des forêts disponibles pour des concessions commerciales, la loi stipule que ceux qui auront été impliqués dans la guerre, la corruption ou la faute professionnelle seront exclus de cette option. Pourtant, bien des hommes d'affaires qui ont allègrement saccagé les forêts du Liberia en échange de faveurs sont toujours là, veillant à leurs propres intérêts et prêts à profiter de toutes les opportunités d'extraire du bois

D'ailleurs, les Libériens ne sont pas les seuls : lors d'un forum international sur l'investissement dans les forêts tropicales tenu à Cancun, Mexique, le 26 avril 2006, Daniel A. Reifsnyder, sous-secrétaire et délégué à l'environnement nord-américain, a annoncé plein d'enthousiasme : « Nous sommes en train de donner tout notre appui au Liberia ». Il a remarqué que « Cette conférence sur l'investissement dans les forêts va se pencher sur les diverses manières d'attirer des investissements dans la forêt tropicale naturelle ». L'intérêt commercial pointe derrière des phrases aussi séduisantes que « la gestion forestière progressiste » et « des politiques de conservation visant à rendre vraiment plus durable l'utilisation des ressources forestières ». Le fonctionnaire nord-américain a dit que « les investisseurs peuvent en tirer des bénéfices tout en préservant les ressources forestières pour les générations futures ». Connaissez-vous un exemple de grande entreprise qui fasse cela ?

Article fondé sur des informations tirées de : "Liberia enacts new forest policy with UN help to ensure benefits for all", service d'information de l'ONU, <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=20146&Cr=liberia&Cr1=> ; New dawn for Liberia's 'blood forests', Richard Black, correspondant environnemental, BBC News, adresse électronique : Richard.Black-INTERNET@bbc.co.uk, <http://news.bbc.co.uk/2/low/science/nature/6035617.stm> ; "Issues and Opportunities for Investment in Natural Tropical Forests", Daniel A. Reifsnyder, Remarks to International Tropical Forest Investment Forum, Mexique, 26 avril 2006, <http://www.state.gov/q/oes/rls/rm/2006/65800.htm>.

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

– Australie : des ONG dénoncent le système de certification AFS

Dans notre numéro précédent (bulletin n° 110 du WRM) nous avons publié une section sur « le pire en matière de certification de plantations », où figurait le cas du Système de certification forestière paneuropéen (PEFC), un programme pour la reconnaissance des systèmes de certification nationaux.

L'Australian Forestry Standard (AFS), mis en place par l'industrie forestière australienne avec le gouvernement et les agences gouvernementales du pays, représente l'Australie dans le Conseil du PEFC. En outre, il s'agit d'un élément capital de l'Australian Forest Certification Scheme (AFCS), lancé en 2000 pour doter le pays d'un « système de certification forestière australien ».

De même que les autres systèmes de certification, l'AFS contribue à l'expansion des grandes monocultures d'arbres, du moment qu'il autorise la transformation de forêts en plantations. À cette caractéristique négative s'ajoute le fait que l'AFS a été durement critiqué par les ONG écologistes locales. En 2002, les organisations non gouvernementales écologiques (ONGE) de l'Australie avaient déclaré dans une lettre leur rejet absolu de l'AFS.

Les ONG avaient expliqué que, du fait que leurs inquiétudes avaient été constamment ignorées, elles s'étaient retirées du processus d'élaboration de l'AFS au début de cette année-là, car elles avaient conclu que « ni dans la mise en place des termes de référence du Standard, ni dans celle de son Comité de Pilotage, les questions écologiques n'ont été considérées. Les termes de référence ont été établis par le gouvernement fédéral australien et l'industrie forestière, sans consultation aucune des ONGE ni des autres parties prenantes ». En outre, elles ont signalé que « les nombreuses tentatives des ONGE de porter remède à ces inégalités ont été rejetées par ceux qui dirigeaient le processus ».

Standards Australia, qui se décrit soi-même comme le principal organisme non gouvernemental de l'Australie pour l'établissement de normes, avait reçu les objections des ONGE mais n'avait rien fait au sujet de leurs préoccupations d'ordre écologique, qui concernaient en particulier la coupe de forêts anciennes, la transformation de forêts et de végétation indigène en plantations, le défrichage et l'utilisation inappropriée de produits chimiques.

Toutes les ONGE se sont retirées du processus en 2002, en raison de l'absence de participation véritable et des contenus du projet. Depuis, l'AFS a été développé et complété sans la participation, le soutien ni l'acceptation du secteur des ONG écologistes, de sorte que les ONGE craignent fort que le gouvernement australien et l'industrie forestière ne cherchent à obtenir de concert l'accréditation d'autres systèmes de certification, ou à faire passer ce standard pour un système indépendant bénéficiant du soutien des parties prenantes écologiques.

Dans une lettre ouverte publiée en octobre 2005, les ONGE australiennes ont dénoncé que « malgré l'inexistence d'un standard formellement reconnu et l'absence de participation des ONGE, une organisation laisse apparaître dans son matériel qu'elle est accréditée par un 'standard' AFS, tandis que les informations figurant dans le site web d'AFS S.A. font supposer que les ONGE y participent en permanence ». Elles déclarent que « les ONGE n'approuvent – et n'ont jamais approuvé – aucun des

processus pour l'établissement de ces standards, qu'il s'agisse de ceux qui ont été adoptés ou des versions préliminaires, car ils autorisent la certification de bois provenant de forêts indigènes (y compris des forêts anciennes et des habitats d'espèces menacées) abattues pour les transformer en plantations d'arbres en régime de monoculture, ainsi que l'empoisonnement de la faune sauvage, et qu'ils continuent d'empêcher les ONG de participer véritablement à la définition de ces standards ».

L'AFS n'étant ni indépendant ni impartial, sa mauvaise performance ne fait qu'aggraver sa responsabilité dans la promotion des « déserts verts » et de leurs conséquences néfastes pour l'environnement et les communautés.

Article fondé sur des informations tirées de : "Open letter to European Union Environment and Trade Ministers, timber retailers, consumers and other interested parties", juin 2003 ; "Open letter from Australian national ENGO's campaigning for forest protection and sustainable forest management", octobre 2005, envoyées par Jutta Kill, FERN, adresse électronique : jutta@fern.org.

[index](#)

- États-Unis: opposition à la conférence nord-américaine sur les plantations à croissance rapide

La conférence sur les plantations forestières de l'Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO), intitulée « Aménagement forestier durable avec des plantations à croissance rapide », qui eut lieu du 10 au 13 octobre 2006, rencontra une forte opposition de la part de plusieurs organisations écologistes et pour la justice environnementale.

L'opposition de ces organisations était une manifestation de solidarité à l'égard de ceux qui, dans les pays du Sud, souffrent les conséquences des grandes plantations d'arbres en régime de monoculture, aussi bien en Asie (Inde, Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Cambodge, Laos, Birmanie, Vietnam) qu'en Afrique (Afrique du Sud, Zimbabwe, Nigeria, Ouganda, Ghana), en Amérique latine (Brésil, Uruguay, Argentine, Chili, Équateur, Pérou) et en Océanie (Aotearoa/Nouvelle-Zélande, Australie).

Le Sud des États-Unis, où la conférence de l'IUFRO eut lieu, possède quelques-unes des plus grandes plantations d'arbres du monde, qui couvrent un cinquième de la superficie arborée et qui consistent surtout en des plantations de Pinus taeda. La région a subi une transformation massive des forêts indigènes en plantations industrielles d'arbres, et les paysans pauvres en ont été durement affectés. La Caroline du Sud est aussi le siège international d'ArborGen, joint-venture rassemblant International Paper, MeadWestvaco et la société néo-zélandaise Rubicon. ArborGen, qui était l'un des sponsors de la conférence, est le leader de la recherche et le développement d'arbres génétiquement modifiés. La plupart des essais sur le terrain d'arbres GM ont lieu dans les États-Unis.

Les principales manifestations d'opposition ont été les suivantes :

- Un mois avant la conférence, Dogwood Alliance, Global Justice Ecology Project, ForestEthics et la campagne STOP GE Trees ont organisé une tournée de causeries dans le Sud-Est des États-Unis pour sensibiliser le public aux effets des grandes monocultures d'arbres dans la région et dans les pays du Sud et au danger que comporte l'introduction d'arbres GM dans ces plantations.
- Juste avant la conférence de l'IUFRO, nous avons organisé un forum public sur le thème « Une

plantation d'arbres n'est pas une forêt ». Ce forum devait avoir lieu dans le bâtiment des sciences de l'université de Charleston, mais la doyenne s'y est opposée lorsqu'elle a appris que l'industrie n'y participerait pas, et elle nous a empêchés d'utiliser le local. Sans nous décourager, nous avons fait la séance d'ouverture du forum dans l'auditorium du Centre d'Affaires de l'université. La controverse soulevée par la doyenne a contribué à attirer une audience plus nombreuse.

- Le jour de l'ouverture de la conférence de l'industrie, Earth First! et Rising Tide nous ont rejoints pour adresser à cette réunion un message contre les plantations (et les arbres GM). Au moment d'une tournée en ferry-boat autour de Fort Sumter (le premier événement officiel de la rencontre) les contestataires ont navigué à côté portant plusieurs bannières, dont certaines étaient en espagnol et en portugais, en solidarité avec nos amis du Chili et du Brésil. Cette initiative a créé beaucoup d'agitation parmi les participants à la conférence et les deux-cents autres touristes qui faisaient le voyage. Le capitaine était apparemment d'accord, puisqu'il a levé le pouce avec enthousiasme en direction des porteurs d'étendards.

- Ensuite, nous avons présenté dans le lieu de la conférence notre rapport « Les impacts écologiques et sociaux des plantations d'arbres de croissance rapide et des arbres génétiquement modifiés ». Danna Smith, membre de la Dogwood Alliance, a parlé des effets des grandes plantations de pins tadea sur les écosystèmes et les communautés rurales du Sud des États-Unis, et Neil Carman, du Sierra Club, a commenté la destruction écologique généralisée que comporterait la contamination des forêts indigènes par du pollen et des semences d'arbres GM. La co-directrice du Global Justice Ecology Project, Anne Petermann, a évoqué la résistance active aux grandes plantations d'arbres de la part de communautés indigènes telles que les Mapuche au Chili et les Tupinikim et les Guarani au Brésil, et de celle de mouvements sociaux comme le MST (mouvement brésilien des travailleurs sans terre). Petermann a décrit également les conséquences sociales potentielles pour les communautés indigènes et rurales qu'auraient dans ces pays les plantations d'eucalyptus et de pins génétiquement modifiés.

La présentation incluait des photos prises en novembre dernier dans les villages construits par les Tupinikim et les Guarani sur les terres qu'ils avaient reprises aux vastes plantations d'eucalyptus d'Aracruz Celulose, le plus grand exportateur du monde de pâte blanchie d'eucalyptus. Il y avait en outre des photos de la démolition de ces villages par les forces gouvernementales avec des machines appartenant à l'entreprise. D'autre part, la présentation montrait des images concernant la résistance des Mapuche aux plantations au Chili, et la répression qu'ils ont subie de la part du gouvernement (qui a ressorti de vieilles lois de l'époque de Pinochet pour les utiliser contre les activistes mapuche).

Ces présentations ont suscité une forte controverse au sein de la conférence. Un représentant d'Aracruz Celulose s'est indigné du portrait qu'on avait donné de son entreprise, surtout dans la présentation de Petermann, qui incluait l'action menée cette année lors de la Journée internationale de la Femme, où 2 000 femmes masquées du mouvement Vía Campesina ont détruit près de huit millions de plants d'eucalyptus dans une pépinière appartenant à l'entreprise. Il a répondu en proposant une visite des installations et des plantations d'Aracruz Celulose au Brésil, pour que les gens puissent vérifier eux-mêmes la situation. Nous avons transmis cette proposition à nos alliés du Brésil, qui pourraient vouloir le prendre au mot.

- Les activités à Charleston ont donné naissance à la formation d'une organisation locale. Sa première intervention officielle a consisté en une représentation en plein air contre ArborGen au moment du petit-déjeuner offert par DoubleTree aux participants de la conférence. Ce groupe local sera extrêmement important, en particulier du fait qu'ArborGen est situé à une trentaine de kilomètres de Charleston.

- Toutes ces initiatives ont contribué à conceptualiser un éventuel réseau « Sud-Sud » pour lutter contre les grandes monocultures d'arbres et les arbres GM. Il s'agirait essentiellement d'un réseau entre le Sud des États-Unis et le Sud mondial, qui sont confrontés à des menaces du même genre dans ce domaine. Nous pensons qu'il est important que les résistants des régions du Sud sachent que, dans le Sud des États-Unis aussi, il y a des gens qui luttent contre les plantations et qui font preuve de solidarité à leur égard. Cette initiative Sud-Sud permettrait de combler quelques lacunes au plan international ; d'ailleurs, il existe dans le Sud de grands mouvements en cours, qui sont stimulants pour les gens du Nord industrialisé.

Orin Langelle et Anne Petermann, Global Justice Ecology Project, adresses électroniques : langelle@globaljusticeecology.org, globalecology@qnavt.net.

[index](#)

– Inde : les essences plantées sont différentes, mais les problèmes restent les mêmes

J'ai eu récemment l'occasion de me rendre en Inde, dans la province de Bengale occidental, et de visiter les « villages forestiers » de Dhoteria, Bagora et Mayung, situés dans les districts de Darjeeling, Kurseong et Kalimpong.

Aux yeux du nouveau venu, la zone montagneuse de l'Himalaya inférieur apparaît couverte de forêts denses, composées surtout de très grands arbres. Pourtant, les gens des lieux savent qu'il ne s'agit pas de forêts mais de plantations, anciennes et nouvelles, de deux essences principales : le cèdre japonais (*Cryptomeria japonica*) et le teck (*Tectona grandis*).

La plantation de ces arbres commença en Inde pendant la domination des Britanniques, en application du dénommé « système Taungya », qu'ils avaient d'abord appliqué en Birmanie pour l'étendre ensuite à leurs autres colonies. Le nom apparemment « technique » du système permit de dissimuler ses graves conséquences pour la société et l'environnement. « Volontairement » ou par des moyens coercitifs, les gens étaient déplacés vers les zones à planter où ils étaient installés dans ce qu'on appelait des « villages forestiers ». Leur première tâche consistait à abattre la forêt indigène et à mettre le feu à la végétation sans valeur commerciale. La seconde tâche était de planter des espèces choisies : d'abord le teck, plus tard le *Cryptomeria*. Cela accompli, les forestiers « permettaient » aux villageois de semer leurs propres cultures entre les rangées d'arbres plantés, obtenant ainsi pour rien le désherbage des plantations. Lorsque la voûte se fermait et que, faute de soleil, toute culture devenait impossible, le village forestier n'avait qu'à se réinstaller dans une nouvelle zone où le même processus recommençait.

L'indépendance de l'Inde n'apporta aucun changement à la manière de penser ni d'agir du ministère des Forêts, qui continua d'appliquer pratiquement la même politique coloniale de domination de la nature et des gens, comme le prouvent en abondance les témoignages des membres de la population interviewés au cours du voyage dans la région.

Dans le village forestier de Dhotera, un homme a dit qu'il avait passé presque toute sa vie dans la zone. D'après lui, « la Compagnie coupait la forêt et plantait. Il s'agissait en général de plantations de divers feuillus mêlés, mais par la suite ils ont découvert que les *Cryptomeria* poussaient plus vite, et ils ont commencé à ne planter que cette essence ». Il a ajouté : « Autrefois, les villageois tiraient davantage profit, autant des forêts que des plantations. Ils pouvaient trouver et vendre des fruits et d'autres

choses. Les fruits de la forêt sont très nourrissants. Pourtant, le ministère des Forêts a détruit la forêt en 1974, donc les gens ont imité le gouvernement et ils ont commencé à détruire eux aussi la forêt, en disant 'si vous pouvez couper, nous aussi nous pouvons le faire'. À présent c'est encore pire, parce que cette zone a été classée 'réserve de faune', donc nous n'avons aucun droit et ils essaient de nous expulser comme des intrus ».

Une autre personne a dit que, dans sa région, il y avait à l'origine beaucoup d'espèces d'arbres et d'animaux, comme des cerfs, des ours et des tigres. Il a dit que « par la suite ils ont planté des tecks et maintenant on n'y voit même pas de bétail. Les racines de ces arbres ne maintiennent pas la terre en place, ils ne font pas barrière contre le vent, donc ils ne peuvent pas fournir la protection qu'offrent les forêts ».

Un jeune homme a mentionné que nombre de ces plantations sont une escroquerie, car le ministère des Forêts « reçoit l'argent, plante des arbres seulement le long des frontières visibles, et l'argent qui reste va dans les poches des forestiers ».

Une vieille dame a dit qu'elle était arrivée là il y a 50 ans et qu'elle avait vu la forêt disparaître. Elle a expliqué : « à cette époque-là, la forêt était très variée et donnait beaucoup de choses : des champignons, des fruits, des légumes, des aliments divers. À présent, il ne reste que les souches des arbres ».

Des témoignages semblables ont été recueillis dans le village forestier de Bagora. Un homme a expliqué que « la forêt était pleine de plantes médicinales, mais maintenant nous devons utiliser les médicaments du gouvernement parce que ces plantes sont devenues introuvables. Les animaux sauvages viennent manger nos récoltes parce qu'ils manquent de nourriture dans les plantations. L'eau des sources est devenue mauvaise et on ne peut plus la boire. Les mêmes sources qui étaient pures provoquent maintenant des maladies ». Il se rappelle qu'à l'époque où ils étaient payés pour couper la forêt ils travaillaient pieds nus, et il ajoute : « à présent nous avons des bottes, mais la forêt n'a plus rien. Les cryptomerias ne nous apportent que des problèmes. Et maintenant, nous devons même prouver que nous avons vécu dans cette zone pour éviter l'expulsion ».

Un autre villageois a décrit ce qui, d'après lui, était la plantation de teck la plus ancienne de l'Inde (établie en 1864). Il a dit que le sol était beaucoup plus fertile, avec plein d'humus, mais que « depuis que la forêt a été abattue l'humus a disparu ». Il a insisté : « ces plantations ne sont plus nécessaires. Elles ne sont bonnes ni pour les gens ni pour les animaux. Le teck a appauvri les gens. Nous ne pouvons pas mener le bétail dans la plantation. La plantation affecte la flore et la faune sauvages, et les gens en deviennent plus pauvres. Comme il n'y a pas de sous-bois, il n'y a pas d'aliments ni de plantes médicinales ».

Un jeune homme a raconté qu'un village « avait été balayé par un glissement de terrain ». D'après les villageois, non seulement les tecks ne maintiennent pas le sol mais ils favorisent l'érosion, en raison de la taille des gouttes d'eau qui se forment sur la surface de leurs grandes feuilles. Ces gouttes anormalement larges tombent des hauts sommets des arbres et s'abattent sur le sol, qui n'est pas protégé par des broussailles, provoquant ainsi l'érosion et les glissements de terrain des pentes.

Une autre personne a dit que les habitants de ce village y avaient été installés par les Britanniques dans les années 1940. Lorsque les Britanniques partirent, le gouvernement de l'Inde indépendante prit la relève, mais « il n'a rien fait pour nous aider. La terre a été parcellée et ne nous suffit pas, mais nous ne pouvons pas en obtenir davantage du gouvernement. À présent il y a une route et une école, mais on nous a pris notre principal moyen de vie. Le Ministère des Forêts a démarqué la région, mais la

démarcation ne touche qu'une petite partie des villages forestiers. Le reste est défini comme de l'usurpation ».

Une personne âgée a ajouté : « Entre 1942 et 1943, la zone était densément boisée ». Le ministère des Forêts les emmena là et leur donna des terres, du bois pour construire, des terres séparées pour les maisons et le pâturage. « Nous avons fait des travaux de toutes sortes : défricher, produire du charbon, planter des arbres. » Les fonctionnaires du ministère des Forêts étaient si puissants que, « s'ils venaient, il fallait leur donner gratuitement du lait, des poules et des oeufs ». Ce pouvoir des fonctionnaires forestiers est toujours présent, quoique sous une forme différente : « nous n'avons le droit de rien prendre dans les plantations de cryptomeria, tout ce que nous faisons là est considéré comme illégal ».

Le problème de l'emploi frappe durement les villageois. L'un d'eux a affirmé qu'il n'y a pas de travail, « parce que la forêt est strictement conservée et que les plantations ne nous apportent rien. Il n'y a rien à manger, pas de pâturages, pas de bois de feu ; il n'y a même pas de brindilles sèches ». D'après les villageois, le harcèlement par le ministère des Forêts a augmenté dans cette zone, devenant ce qu'ils ont appelé une « violation flagrante des droits de l'homme ».

Les habitants du village forestier de Mayung ont fait des commentaires semblables : ils ont mentionné qu'il y avait « beaucoup de glissements de terrain dans les plantations » et, en ce qui concerne l'emploi, ils ont dit que les plantations n'en fournissaient presque pas. Au mieux, ils peuvent travailler environ 15 jours... par an ! C'est la raison pour laquelle les gens commencent à émigrer.

Cependant, ils nous ont montré également un changement qui a eu lieu dans une partie de leur zone : une plantation mixte établie en 1998. Cette plantation est le résultat d'une réunion des villageois avec le représentant local du ministère des Forêts, où ce dernier s'est engagé à ne plus imposer de monocultures.

Cela est perçu comme un progrès, malgré le fait que la sélection des essences pour la plantation mixte a été faite par le ministère des Forêts sans demander l'avis des villageois, qui auraient choisi des espèces plus avantageuses. Dans cette plantation il y a maintenant un peu de sous-bois, où l'on trouve du fourrage, des fruits, des plantes médicinales et des champignons. Ils en sont contents, par rapport aux monocultures de teck et de cryptomeria (« qui sont affreuses »), mais « le résultat aurait été bien meilleurs si on avait demandé notre avis ». À présent, ils font des cultures intercalaires (cardamome, herbe à balais).

En somme, les témoignages des habitants des zones visitées prouvent, une fois de plus, que les plantations d'arbres en régime de monoculture – quelles que soient les essences choisies – sont nuisibles à la société et destructrices de l'environnement, et que jamais elles ne devraient remplacer les forêts. Il est maintenant nécessaire de commencer à récupérer les forêts en aménageant les plantations existantes et en plantant un mélange d'espèces locales. Mais il faut également apprendre de l'expérience du village forestier de Mayung, et faire participer les populations locales à la sélection des essences à planter, pour faire en sorte que les futures forêts soient bonnes pour la société et l'environnement.

Ricardo Carrere, adresse électronique : rcarrere@wrm.org.uy. Informations réunies au cours d'un voyage d'étude organisé par le National Forum of Forest People and Forest Workers of India. La visite était organisée par le Comité de la région Bengale du Nord de cette organisation et par NESPON

[index](#)

– Indonésie : des problèmes en vue. L'UFS entend ouvrir une nouvelle usine de particules de bois

United Fiber Systems prévoit d'ouvrir cette année une nouvelle usine de particules de bois, d'une capacité de 700 000 tonnes, sur l'île de Pulau Laut. Cette usine est le premier pas de l'expansion de l'industrie de la pâte proposée par l'UFS pour le Kalimantan. Le bois en particules sera exporté en Chine pour alimenter les usines de pâte et de papier.

Les négociations de l'UFS pour la reprise de l'usine de pâte de Kiani Kertas, située en Kalimantan oriental et prévue pour produire 525 000 tonnes par an, ont pris plus d'un an. En juillet 2005, l'UFS a signé un contrat pour gérer cette usine fortement endettée. « Notre offre d'achat de Kiani Kertas est encore en discussion avec les propriétaires », a dit Wong Vun Khi, directeur de l'UFS, au WRM. L'UFS prévoit aussi de construire une usine de pâte de 600 000 tonnes par an à Satui, en Kalimantan du Sud. « Les travaux préparatoires du projet sont prêts en principe, mais la date pour commencer la construction n'a pas encore été fixée », a dit Wong.

Un nouveau rapport, "No Chip Mill Without Wood" (il n'y a pas d'usine de copeaux sans bois), rédigé par Betty Tio Minar et publié par Down to Earth, fait état des problèmes que comportent l'usine de particules et les projets de production de pâte de l'UFS. L'auteur et Deddy Ratih, de Walhi South Kalimantan, ont récemment visité l'Europe pour discuter de ces projets avec les ONG, le public et les bailleurs de fonds potentiels de l'UFS, en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas.

Au cours d'une réunion organisée à Berlin par Watch Indonesia!, Minar a expliqué que les ONG locales n'ont pas pu obtenir copie de l'évaluation d'impact environnemental de l'usine de particules de l'UFS. D'autre part, l'UFS a besoin de l'autorisation du ministère des Forêts pour construire l'usine, et de celle du ministère des Transports pour construire un port dont l'usine a besoin, mais l'entreprise n'a reçu aucun de ces permis. « Le gouverneur de Kalimantan du Sud n'a pas encore donné son avis sur le projet », a dit Minar.

Elle a ajouté que les pêcheurs locaux ont déjà vu les effets de l'usine, car les récifs coralliens qui entourent l'île ont été utilisés pour construire le port.

De son côté, Deddy Ratih a expliqué que l'UFS avait payé moins que le prix du marché pour la terre où l'usine sera construite. En outre, sur les 320 postes de travail qu'elle va créer, 30 seulement seront pris par des habitants de l'île de Pulau Laut, et six par ceux du village d'Alle-Alle. « Ceux qui ont vendu leur terre à l'usine de particules espéraient y trouver du travail. À présent, ils n'ont ni terre ni travail », a dit Ratih.

L'UFS affirme qu'elle n'utilisera que le bois des plantations pour ses opérations. Pourtant, quand j'ai demandé copie des études indépendantes sur la provenance du bois, le directeur de l'entreprise, Wong Vun Khi, a répondu que « tous les rapports préparés par les consultants indépendants engagés par l'UFS sont des documents confidentiels ». Down to Earth a commenté que « le refus de l'UFS de donner des informations sur l'origine potentielle du bois qu'elle utilisera semble indiquer que les forêts naturelles de Kalimantan du Sud et d'ailleurs seront détruites, légalement ou non, pour satisfaire la demande de l'usine ».

Down to Earth a calculé quelle serait la superficie des plantations nécessaires pour alimenter chacune des opérations proposées par l'UFS. L'usine de particules de bois aura besoin de 85 895 hectares. L'usine de Kiani Kertas a besoin d'environ 170 000 hectares de plantations pour fonctionner à sa pleine capacité. L'usine de pâte de Satui proposée par l'UFS exigerait au moins 200 000 hectares de plantations.

L'entreprise étatique Inhutani II possède 50 000 hectares de plantations d'acacias à Pulau Laut, qui pourraient fournir une partie du bois nécessaire à l'usine de particules. Or, en mai 2006, Inhutani II a rejoint le Global Forest and Trade Network, un projet du WWF destiné à produire du bois « respectueux de l'environnement » pour les acheteurs internationaux. La Société financière internationale de la Banque mondiale a travaillé avec Inhutani II pendant presque trois ans, lui apportant son conseil et son assistance technique.

Darius Sarshar, membre du WWF, a expliqué qu'en ce moment, près de 20 pour cent de la production d'Inhutani II sont constitués par du bois de sciage, et que cela va probablement augmenter. « Le prix du bois à pâte n'atteindra jamais celui du bois de sciage ; s'il le faisait, les usines de pâte ne tarderaient pas à faire faillite », a-t-il dit. « Il est donc dans l'intérêt commercial d'Inhutani II de maximiser sa production de bois de sciage, et nous pensons qu'elle continuera de le faire ».

À travers sa filiale PT Hutan Rindang Buana (PT HRB), l'UFS a une concession de plantations d'environ 250 000 hectares. Le directeur de l'UFS, Wong Vun Khi, a dit au WRM que PT HRB avait planté 75 000 hectares. Pourtant, la société conseil Jaakko Pöyri estime que la superficie plantée ne dépasse pas 60 000 hectares. De son côté, Down to Earth rapporte que, d'après une ONG locale, seuls 15 000 hectares sont en état de fournir de la matière première.

« Cela ressemble au tour de passe-passe que l'on joue avec trois gobelets et une pièce de monnaie », a dit Liz Chidley, membre de Down to Earth. « L'UFS essaie de créer l'illusion qu'elle a assez de plantations pour ses trois projets, mais quand vous y regardez de près vous voyez que ce n'est pas vrai ».

Down to Earth fait une série de recommandations, dont une analyse indépendante des sources d'approvisionnement de bois de tous les projets de l'UFS, à faire sans délai. « L'UFS doit prioritairement travailler à atténuer les impacts écologiques et sociaux de son usine de particules d'Alle-Alle ; quant à l'usine de pâte de Satui, elle ne devrait pas être autorisée du tout », dit le rapport.

Pourtant, le manque de plantations n'est pas le seul problème. Les grandes plantations sont elles-mêmes destructives pour l'environnement et la société. Comme le rapport le précise, les investissements dans le secteur de la pâte se font aux dépens des moyens de vie de la population. Down to Earth recommande qu'au lieu de « donner la priorité aux intérêts des investisseurs », le gouvernement de l'Indonésie devrait « soutenir les initiatives d'aménagement forestier de base communautaire qui, elles, sont durables du point de vue écologique et social ».

Le rapport de Down to Earth, "No chip mill without wood", est disponible sur <http://dte.gn.apc.org/camp.htm> (en anglais et en indonésien) ; la version sur papier peut être commandée à dtecampaign@gn.apc.org (en anglais) ou à dteindocamp@gn.apc.org (en indonésien).

Chris Lang, adresse électronique : chrislang@t-online.de, www.chrislang.blogspot.com

[index](#)

– SFI : un système de certification établi par et pour l'industrie forestière

Le système de certification SFI (Sustainable Forestry Initiative), lancé en 1995 par l'American Forest & Paper Association (AF&PA), l'association la plus puissante du monde en matière de commerce de bois, concerne une étendue de 40 485 830 ha dans les États-Unis et le Canada. En essence, il s'agit d'un système créé par l'industrie forestière pour l'industrie forestière. Les sociétés membres de l'AF&PA, parmi lesquelles figurent les plus grandes entreprises forestières des États-Unis et du Canada et les plus grands distributeurs en gros de produits dérivés du bois, financent le SFI à 82 %.

Avec son modèle forestier qui consiste à « couper un arbre, planter un arbre », le SFI permet à l'industrie forestière de maintenir un approvisionnement continu de fibre de bois, mais ne fait rien pour maintenir les écosystèmes de forêt et va jusqu'à autoriser la transformation des forêts en plantations d'arbres.

Cette réalité est très différente de ce que prévoit l'objectif 4.1.4 de ses normes : « gérer la qualité et la distribution des habitats naturels et contribuer à la conservation de la diversité biologique, par la mise en place et l'application, au niveau des bosquets et du paysage, de mesures destinées à favoriser la diversité des habitats et la conservation de la flore et la faune des forêts ».

Les forêts tempérées du Sud des États-Unis sont parmi les plus biologiquement riches de l'Amérique du Nord. Or, ces forêts sont prises d'assaut par les entreprises membres du SFI. En effet, au cours des dix dernières années, des sociétés telles qu'International Paper (IP) ont accru leur production de papier dans la région, provoquant une accélération de l'abattage et la transformation de forêts indigènes et diverses en plantations d'une seule essence.

Dans le Marais Vert (qui fait partie de l'écorégion de forêt littorale du moyen Atlantique), l'IP a transformé une zone humide naturellement boisée et diverse en une plantation de pins en régime de monoculture. L'aménagement intensif de ces plantations industrielles d'arbres (avec fossés, drainage, défrichage et pulvérisation d'herbicides) a considérablement dégradé l'habitat de nombreuses espèces végétales et animales originaires de la région, telles que la dionée attrape-mouche, la sarracéniale, le pic à tête rouge et le cynobias du Wacamaw.

D'après les estimations, un demi-million de livres d'herbicides (constitués d'un éventail de 22 marques et mélanges différents) a été pulvérisé sur les plaines littorales de la Caroline du Nord, le Marais Vert compris, rien qu'entre 1997 et 2000. Lorsque les inspecteurs du Service de la qualité de l'eau (en anglais DWQ) sont venus enquêter sur l'utilisation de produits chimiques par l'IP dans le Marais Vert, ils ont conclu que, « sur la base de cette étude sur le terrain, ces herbicides sont utilisés en abondance dans toute la région sans prendre en considération l'existence de canaux ni les zones inondées en permanence. À partir de ces observations sur le terrain, le DWQ est d'avis que ni l'esprit ni la lettre des labels EPA ne sont respectés et que ces herbicides sont appliqués à l'eau de surface ». (13 juillet 2000)

L'ONG nord-américaine Rainforest Action Network dirige en ce moment une forte campagne pour dire « NON » au SFI qui, d'après ce réseau, « a détruit aux États-Unis la plupart des forêts anciennes ; a porté des centaines d'espèces de poissons, d'animaux et de plantes au bord de l'extinction ; a endommagé la qualité de l'eau ; a transformé des forêts indigènes biologiquement diverses en plantations d'arbres en régime de monoculture, et expérimente maintenant sans prudence aucune avec les arbres

génétiquement modifiés. En dépit de tout cela, l'industrie forestière prétend que le public achète du bois portant un label qu'elle-même y a apposé. C'est le renard gardant le poulailler. Les exploitants forestiers appellent cela l'Initiative Forestière Durable. Pour nous, il s'agit plutôt de l'Industrie Forestière de Toujours ».

Article fondé sur des informations tirées de : "Footprints in the forest. Current practice and future challenges in forest certification", FERN, 2004 ; http://www.fern.org/media/documents/document_1890_1900.pdf ; "International Paper In The Southern U.S.", <http://www.dontbuysfi.com/reports/IPPSFI.pdf> ; "Take Action", RAN, <http://www.dontbuysfi.com/action/>.

[index](#)

LE POINT SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Les femmes mènent la lutte contre le changement climatique

Un rapport approfondi de Leigh Brownhill et Terisa E. Turner ("Climate Change and Nigerian Women's Gift to Humanity", le changement climatique et le don des femmes nigérianes à l'humanité) décrit la résistance des Nigériens à l'exploitation massive du pétrole (qui n'a rendu aucun service à la population du pays, cf. le bulletin n° 56 du WRM), et met en lumière le rôle conducteur joué par les femmes dans ce combat.

L'organisation nigériane Environmental Rights Action avait déclaré en 2005 : « On brûle plus de gaz au Nigeria que nulle part ailleurs. Bien que les estimations ne soient pas du tout fiables, grosso modo on peut dire que 2,5 milliards de pieds cubes de gaz découlant de la production de brut sont ainsi gaspillés chaque jour. Cela équivaut à 40 % de la consommation de gaz naturel de toute l'Afrique en 2001, et représente pour le Nigeria une perte financière annuelle d'environ 2,5 milliards de dollars. Le torchage a produit plus de gaz à effet de serre que toute l'Afrique sub-saharienne. De surcroît, il contient un cocktail de toxines qui affectent la santé et les moyens de vie des populations locales, exposant les habitants du Delta du Niger aux risques de mort prématurée, de maladies respiratoires chez les enfants, d'asthme et de cancer ».

Dans le bulletin n° 100 du WRM nous avons décrit également comment de vastes étendues de mangroves sont peu à peu suffoquées par les nombreux déversements de pétrole, celui-ci s'infiltrant jusqu'aux ruisseaux et dans les eaux littorales et recouvrant les racines respiratoires exposées des mangliers.

Or, les Nigériens n'ont pas regardé cette destruction massive sans réagir. Les écologistes du pays, et surtout ceux qui appartiennent aux Ogoni, aux Ijaw et à d'autres groupes ethniques du Delta du Niger riche en pétrole, dont le MOSOP (Mouvement pour la survie du peuple Ogoni), ont constamment essayé de mettre fin au torchage de gaz effectué par Shell. En réponse, le 10 novembre 1995 Ken Saro-Wiwa et huit autres membres du MOSOP furent pendus par la dictature militaire du Nigeria (cf le bulletin n° 27 du WRM).

Le 11 décembre 1998, le Conseil des Jeunes Ijaw récemment formé dans le cadre du mouvement multiethnique Chikoko de tout le Delta publia la Déclaration de Kaiama, où il affirmait que toutes les terres et ressources naturelles appartenaient aux communautés et exigeait « que toutes les entreprises pétrolières cessent toute activité d'exploration et d'exploitation dans le territoire ijaw. Nous en avons

assez du torchage de gaz, des jaillissements et des déversements de pétrole, et d'être taxés de saboteurs et de terroristes ».

Le 1er janvier 1999, les activistes du Delta du Niger lancèrent l'Opération Changement Climatique, pour fermer les stations de pompage de pétrole et les torchères de gaz de la région. Ce qui avait été conçu comme un programme de dix jours de désobéissance civile non violente avec occupation des stations de pompage et tentatives de fermeture des torchères finit par durer plusieurs semaines. L'Opération Changement Climatique toucha gravement cinq entreprises pétrolières : Agip, Chevron, Mobil, Shell et Texaco. L'administration militaire soutenue par Shell répondit en déclarant l'état d'urgence, mobilisant deux navires de guerre et 15 000 effectifs. De nombreuses femmes furent violées par les soldats. Se servant d'un hélicoptère et de bateaux appartenant à Chevron, les soldats attaquèrent les écologistes qui occupaient une plateforme pétrolière, tuèrent plus de cinquante personnes et détruisirent des dizaines de foyers.

Des dizaines d'organisations de femmes du Delta, mobilisées en une organisation multiethnique dénommée Femmes du Delta du Niger pour la Justice, descendirent dans les rues de Port Harcourt. Les paysannes nigérianes demandèrent la solidarité des mouvements internationaux féminins et autres, en une campagne conjointe pour défendre la vie en stoppant les ravages des grandes sociétés pétrolières. Leur opération pour fermer Shell fut décrite par les écologistes du Nigeria et du Royaume-Uni comme un « don à l'humanité », car leur objectif était de supprimer les émissions de carbone qui menaçaient l'ensemble du genre humain.

Au cours des huit années suivantes, cette campagne eut pour ceux qui s'y étaient engagés des suites de trois sortes : premièrement, la militance dans le Delta du Niger pour exiger un « contrôle des ressources » démocratique s'accrut ; deuxièmement, ils réussirent pour une bonne mesure à expulser les entreprises pétrolières de la région ; troisièmement, ils eurent l'expérience de la contre-insurrection violente commandée par l'État nigérian et les entreprises pétrolières étrangères. Ce troisième aspect révéla quels sont dans la pratique les rapports de pouvoir entre les femmes qui essaient de bannir les coupables d'écocide et ceux qui tirent profit de l'expansion pétrolière et de l'escalade de ses émissions mortelles.

En 2005, les organisations de femmes du Nigeria, y compris celle des Femmes du Delta du Niger pour la Justice, qui avaient contribué à la déclaration d'un moratoire sur le torchage de gaz, furent taxées de « terroristes » par le gouvernement, celui-ci se laissant embarquer de plus en plus dans la « guerre contre la terreur » des États-Unis.

Grâce au « don à l'humanité » des femmes nigérianes, la conscience mondiale du sort qui attend toute l'humanité si l'on permet à certains pollueurs qui font partie de la toute petite clique de 400 milliardaires du monde de sévir sans contrôle démocratique, fit un bond en avant. De même, il provoqua et accéléra une lame de fond internationale de mobilisation coordonnée (voir le rapport pour davantage d'informations à ce sujet).

En janvier 2006, les tribunaux nigériens ordonnèrent à Shell d'arrêter le torchage de gaz naturel. Shell a fait appel de cette décision. D'autre part, le géant pétrolier ne peut pas retourner en Ogoniland depuis 1993. Interviewé le 23 septembre 2006, Owens Wiwa a déclaré que « ce sont surtout les femmes ogoni qui ont empêché Shell d'opérer en Ogoniland pendant cette dernière décennie. Il s'agit là d'un grand succès, puisque non seulement nous avons obligé Shell de partir sans violence, mais nous avons créé un précédent pour tout le Nigeria et pour le monde entier : sans l'accord de la population locale, aucune entreprise pétrolière ne peut entrer. Cela a coûté un prix immense en vies humaines. Mais la révocation du permis d'opération de Shell par le gouvernement est une énorme victoire, due en bonne partie à

l'engagement des femmes des villages, organisées surtout à travers la Fédération d'Associations de Femmes Ogoni ».

La fermeture de toutes les opérations de Shell en Ogoniland veut dire qu'il y aura moins de torchage de gaz, moins d'émissions de carbone et moins de réchauffement planétaire. D'ailleurs, la cessation d'activités ne se limite pas à l'Ogoniland. Au cours de 2006, environ un quart de la production totale de pétrole du Nigeria, soit environ 600 000 barils par jour, a été stoppée dans tout le Delta. Cela équivaut à une réduction massive des émissions de gaz à effet de serre.

Les femmes nigérianes ont mené une campagne mondiale remarquable contre les émissions de gaz à effet de serre. L'action internationale coordonnée et ses suites suggèrent que si les mêmes tactiques sont adoptées aujourd'hui de façon plus généralisée, le combat difficile pour enrayer le changement climatique a des possibilités de réussir.

Extrait et adapté de : "Climate Change and Nigerian Women's Gift to Humanity", Leigh Brownhill et Terisa E. Turner, Centre for Civil Society, <http://www.ukzn.ac.za/ccs/default.asp?2,40,5,1153>.

[index](#)

– Les biocombustibles : loin de résoudre le problème du changement climatique, ils l'aggravent

Le volume de combustibles fossiles que la civilisation « pétrolière » brûle en un an contient un volume de matière organique équivalent à celui des plantes et des animaux de quatre siècles.

« Nous devons en finir avec la dépendance au pétrole », a dit George W. Bush dans un message à la nation. Or, il n'était pas en train de demander à la population d'utiliser moins de carburants. Au contraire, il a lancé un nouveau programme, « l'initiative pour les énergies avancées », par lequel le budget fédéral consacré à la recherche en matière de technologies énergétiques « propres » est augmenté de 22 %. Cela inclut les biocarburants comme le bio-éthanol et le biodiesel, que l'on obtient à partir de cultures agricoles conventionnelles telles que le soja, le maïs, la canne à sucre et d'autres céréales ou oléagineux, dont surtout le palmier à huile.

Confrontés au problème du réchauffement planétaire provoqué par l'énorme émission de carbone, les gouvernements des pays industrialisés n'essaient pas de réduire la demande mais plutôt de modifier les sources d'approvisionnement. Or, le remplacement du pétrole par de la biomasse implique de couvrir de monocultures d'énormes étendues de terres.

L'Union européenne souhaite que, d'ici à la fin 2007, 2 % du carburant utilisé aujourd'hui soient remplacés par du biodiesel, et que ce volume monte à 6 % en 2010 et à 20 % en 2020. Pourtant, il est peu probable qu'elle consacre ses propres sols aux cultures nécessaires : le coût des biocombustibles est considérablement plus faible si les plantations sont faites dans d'autres pays. D'autre part, le coût n'est pas le seul critère. Comme le signale le journaliste britannique George Monbiot, « Pour faire tourner nos voitures et nos bus au biodiesel il faudrait planter 25,9 millions d'hectares. Le Royaume-Uni ne dispose que de 5,7 millions. Si cela arrivait dans toute l'Europe, les conséquences seraient catastrophiques pour la production d'aliments, de quoi faire tourner la balance du surplus net au déficit net. Si, comme le réclament certains écologistes, cela devait arriver dans le monde entier, la plupart de la surface arable de la planète serait affectée à la production d'aliments pour les voitures, et non pour les gens. Cela paraît ridicule à première vue ; s'il y avait une demande d'aliments non satisfaite, le

marché se chargerait de faire en sorte que les plantations aillent nourrir les gens plutôt que les voitures, n'est-ce pas ? Eh bien, rien ne justifie une telle supposition. Le marché ne répond pas aux besoins, il répond à l'argent. »

Une nouvelle étape coloniale a démarré. Le monde industrialisé vise les pays du tiers monde, où les entreprises peuvent s'approprier de grandes étendues de terres et trouver de la main-d'oeuvre bon marché, sans se soucier des graves conséquences écologiques que comporte l'établissement de vastes plantations en régime de monoculture pour la production de biocombustibles, aux dépens des forêts et des terres aptes à la production d'aliments.

Ainsi, en Argentine, les plantations de soja déplacent peu à peu les forêts de quebracho du Chaco, tandis qu'au Paraguay elles remplacent le Pantanal, la Mata Atlántica et le Chaco et, au Brésil, la forêt amazonienne, le Pantanal, la Mata Atlántica, le cerrado et la caatinga. Entre 1990 et 2002, la superficie mondiale plantée de palmier à huile a augmenté de 43 %. Cette croissance a eu lieu surtout en Indonésie et en Malaisie. Entre 1985 et 2000, les plantations de palmier à huile ont été à l'origine de 87 % du déboisement effectué en Malaisie, et il existe le projet d'affecter à cette fin encore six millions d'hectares de forêt. À Sumatra et à Bornéo, environ quatre millions d'hectares de forêt sont devenus des plantations de palmiers. En Indonésie, des milliers d'autochtones ont été expulsés de leurs terres et les travailleurs des plantations subissent les mauvaises conditions de travail et la répression brutale de toute activité syndicale (voir le bulletin n° 109 du WRM). La plupart des incendies de forêt qui, si souvent, couvrent la région de fumée, sont provoqués par les cultivateurs de palmiers (voir le bulletin n° 97 du WRM). Toute la région est en passe de devenir un champ gigantesque pour la production d'huile végétale. En Ouganda, on a commencé à détruire les forêts tropicales et les terres boisées indigènes au profit du palmier à huile et de la canne à sucre. Depuis que les forêts de la péninsule de Bwendero ont été abattues, les tempêtes et les bas salaires sont en train de dévaster les îles Ssesse (voir le bulletin n° 109 du WRM).

L'argument est que les biocombustibles sont « bons » parce qu'ils ne contribuent pas aux émissions de carbone, leur combustion rendant à l'atmosphère le dioxyde de carbone que les plantes avaient stocké pendant leur croissance. Ainsi, ils seraient « neutres en matière d'émissions ». Or, cela n'est vrai qu'en fonction de ce qu'il y avait au sol avant l'établissement de la plantation. Lorsqu'on coupe et brûle des forêts pour les remplacer par des plantations, on libère d'énormes réserves de carbone. Dans les forêts de tourbière, une fois les arbres coupés on draine le sol. Lorsque la tourbe sèche, elle s'oxyde et libère encore plus de dioxyde de carbone que les arbres.

D'autre part, les recherches menées par David Pimentel, professeur à l'université de Cornell à New York, et par Tad Patzek, professeur d'ingénierie chimique à l'université de Berkeley en Californie, révèlent qu'avec les méthodes de traitement actuelles, on dépense davantage d'énergie fossile pour produire l'équivalent énergétique en biocombustible. Bien que leurs calculs tiennent compte de l'énergie nécessaire à la construction des usines de traitement, aux machines agricoles et au travail (souvent non comptés dans ce genre d'analyse), ils n'incluent pas les coûts du traitement des déchets, ni les conséquences environnementales des cultures bio-énergétiques intensives, telles que la perte de sols et la contamination par l'utilisation d'engrais et de pesticides. Tout cela réduit à néant la prétendue neutralité des biocombustibles en matière d'émissions de carbone.

Avec les biocombustibles, on ne cherche pas à changer le modèle actuel, où l'énergie est produite de façon non durable pour alimenter une consommation également non durable. Ainsi, les biocombustibles ne feront qu'ajouter de nouveaux problèmes à ceux dont souffre l'humanité. Mais leur péché le plus grave est qu'ils se présentent déguisés en solutions.

Article rédigé à partir d'informations tirées de : Resistencia n° 60, bulletin d'Oilwatch, avril 2006, <http://www.biodiversidadla.org/content/download/28726/133766/version/1/file/Boletin+Resistencia+N%20+60+-+BIOCOMBUSTIBLES.pdf> ; "Las Nuevas Repúblicas del Biocombustible", http://www.eco-sitio.com.ar/ea_07_republicas_biocombustible.htm ; "¿Representan los biocombustibles alternativas ecológicas al petróleo?", Ambientalistas en Acción, http://www.censat.org/A_A_Analisis_177.htm.

[index](#)

- La Banque mondiale : un marchand de carbone qui n'a rien de neutre

La Banque mondiale est devenue le principal commerçant international de crédits de carbone. Son nouveau rôle crée une série de conflits d'intérêts.

Lors de leur troisième conférence de Kyoto, en décembre 1997, les groupes de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique lancèrent le Mécanisme de Développement Propre (MDP). Le MDP fut conçu comme un moyen pour permettre aux pays qui, en application du Protocole de Kyoto, devaient réduire leurs émissions, d'investir dans des projets aboutissant à la réduction d'émissions de gaz à effet de serre dans les pays du Sud. Simultanément, la Banque mondiale lançait sa propre initiative pour le commerce du carbone, le Fonds Prototype pour le Carbone (FPC). Ce fonds fut officiellement inauguré en 1999. Depuis, la Banque a créé deux autres fonds pour le carbone, et gère en outre plusieurs fonds pour le compte de pays donateurs individuels, dont l'Italie, les Pays-Bas et l'Espagne.

Avec plus d'un milliard de dollars dans son portefeuille de crédits carbone, la Banque mondiale est le plus grand agent de change public du marché du carbone. Des documents internes sur les origines du FPC montrent qu'il fut créé comme un moyen d'obtenir des profits. La Banque gagne jusqu'à 10 % en commissions, en particulier sur les crédits carbone qu'elle achète pour ce fonds.

Le rôle de la Banque dans le commerce de carbone soulève les critiques suivantes :

* La Banque mondiale est en situation de tirer profit du MDP et d'influer en même temps sur les règles de ce mécanisme, ce qui crée un conflit d'intérêts. La Banque a exercé des pressions sur le MDP pour assouplir ses règles au profit des investisseurs et les affaiblir en ce qui concerne l'atténuation du changement climatique. En particulier, la Banque a essayé de donner une interprétation plus faible à un aspect fondamental du MDP, ce qu'on appelle « l'additionalité », suivant laquelle un projet ne devrait être éligible pour des crédits carbone que dans la mesure où il serait irréalisable sans les bénéfices que ces crédits lui apportent. L'affaiblissement de ces règles permet aux projets de se poursuivre même lorsqu'ils ne contribuent pas à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

* Les fonds pour le carbone de la Banque créent un précédent honteux lorsqu'ils achètent des crédits de projets qui auraient été mis en oeuvre même sans qualifier pour des crédits carbone. Par exemple, le projet hydroélectrique de Xiaogushan, en Chine, fut déclaré par la Banque asiatique de développement comme l'option de moindre coût, et il était déjà en construction lorsque la Banque mondiale proposa de l'appuyer avec des crédits carbone. Dans ce cas, ces crédits ont été un subside pour les investisseurs, mais n'ont pas évité du tout l'émission de gaz à effet de serre. Tous les systèmes de crédits carbone, y compris celui de la Banque mondiale, permettent aux acheteurs du Nord de continuer de polluer, de sorte qu'ils finissent par avoir un effet négatif sur le climat mondial.

* Finalement, le rôle de commerçant de carbone de la Banque mondiale met en lumière les contradictions qui existent dans le portefeuille de projets de la Banque en matière d'énergie. Tout en donnant l'impression de contribuer à résoudre le problème du changement climatique au moyen de ses fonds pour le carbone, la Banque ne cesse de contribuer au dérèglement du climat en appuyant des projets de combustibles fossiles. Entre 1992 et 2004, la Banque mondiale a financé des projets dont on prévoit qu'ils émettront pendant toute leur existence une moyenne de 1 457 mégatonnes de carbone. Ce chiffre représente entre quatre et vingt-neuf fois le volume annuel des réductions d'émissions anticipées suivant le MDP.

Les émissions de l'ensemble des projets énergétiques financés par la Banque dépassent de loin la réduction (supposée) d'émissions obtenue au moyen des fonds pour le carbone. Le FPC permet à la Banque de comptabiliser les émissions de gaz à effet de serre que les projets de crédits de carbone ont censément évitées, mais la Banque refuse de calculer les émissions produites par les projets de son propre portefeuille d'investissements énergétiques. Ainsi, la Banque compte ce qu'elle évite mais ne compte pas ce qu'elle produit, dissimulant ainsi l'incidence nette de ses opérations sur le changement climatique.

Ceux qui considèrent la Banque comme un agent honnête et impartial du commerce de carbone doivent savoir que les investissements de cette institution sont orientés surtout par le pays le plus avide de pétrole, les États-Unis, et par d'autres qui ont besoin urgent de ce même combustible. Tant que la structure de pouvoir de la Banque mondiale ne sera pas modifiée, l'institution restera au service des pollueurs les plus puissants du monde.

Extrait et adapté de : "How the World Bank's Energy Framework Sells the Climate and Poor People Short", septembre 2006, Bank Information Center, Bretton Woods Project, Campagna per la Riforma della Banca Mondiale, CEE Bankwatch Network, Friends of the Earth-International, Institute for Policy Studies, International Rivers Network, Oil Change International, Urgewald, http://www.seen.org/PDFs/Energy_Framework_CS0.pdf (en anglais), http://www.seen.org/PDFs/Marco_Energia_ONG.shtml (en espagnol) ; "A Wrong Turn From Rio. The World Bank's Road To Climate Catastrophe", Jim Vallette, Daphne Wysham et Nadia Martínez ; Sustainable Energy and Economy Network / Institute for Policy Studies / Transnational Institute, décembre 2004, http://www.seen.org/PDFs/Wrong_turn_Rio.pdf (en anglais), http://www.seen.org/PDFs/Sentido_contrario_Rio.pdf (en espagnol).

[index](#)

– Arbres GM : les Conventions des Nations unies se contredisent

La 9e Conférence des Parties à la Convention des Nations unies sur le changement climatique, tenue à Milan en 2003, avait permis aux entreprises et gouvernements du Nord d'établir, dans le cadre du « mécanisme de développement propre » (MDP) du Protocole de Kyoto, des plantations d'arbres dans le Sud, censément pour qu'elles absorbent du dioxyde de carbone et fonctionnent comme des puits de carbone. La CoP-9 autorisa d'utiliser comme puits de carbone les plantations d'arbres génétiquement modifiés (GM), que l'on appelle aussi arbres transgéniques, censément pour compenser les émissions de carbone.

Depuis, plusieurs organisations et représentants de mouvements sociaux d'Europe occidentale et

orientale et d'Amérique du Nord et du Sud ont attaqué le modèle des grandes monocultures d'arbres parce qu'il a des effets négatifs sur la société et l'environnement, et demandé l'interdiction des arbres GM (cf le bulletin n° 90 du WRM). En mars 2006, à Curitiba, Brésil, il a été demandé à la Huitième Conférence des Parties à la Convention de l'ONU sur la diversité biologique de déclarer un moratoire sur l'introduction dans l'environnement d'arbres génétiquement modifiés. La CDB a pris à cette occasion une décision historique, recommandant aux pays d'être prudents au moment d'examiner la possibilité d'utiliser des arbres transgéniques. Cette décision, qui reconnaît pour la première fois les dangers potentiels, d'ordre social et écologique, que comportent les arbres GM, devrait permettre de freiner la course à la commercialisation de ces arbres.

La généticienne Ricarda Steinbrecher, de la Fédération de chercheurs allemands, résume ainsi la situation : « cette conclusion de la CDB, qui recommande d'approcher avec précaution la question des arbres GM, est un premier pas vers la reconnaissance des dangers que comportent ces arbres. Elle aidera les ONG et les scientifiques à alerter d'urgence toutes les nations quant à l'insuffisance de données scientifiques sur les implications des arbres GM. Cela représente un danger pour les forêts et pour les populations autochtones et locales du monde entier ; il est donc essentiel d'empêcher toute commercialisation de ces arbres, au moins jusqu'au moment où l'on disposera des informations et des évaluations nécessaires. »

Pourtant, tandis que la CDB reconnaît les dangers potentiels des arbres GM, la Convention sur le changement climatique accepte qu'on les utilise. C'est la raison pour laquelle plusieurs organisations ont décidé d'adresser un message clair à la prochaine réunion de la Convention, qui se tiendra à Nairobi en novembre prochain. Elles ont rédigé une lettre ouverte aux délégués, où elles demandent à la CCC de l'ONU de mettre fin à « la contradiction entre sa propre décision en faveur des arbres GM et la ferme décision de la CDB de l'ONU contre ces mêmes arbres », de faire en sorte que « ses politiques s'alignent sur celles de la CDB de l'ONU » et « d'interdire immédiatement la commercialisation d'arbres génétiquement modifiés ».

Les plantations destructrices ne sont pas la solution à la crise énergétique, et les plantations d'arbres GM pourraient être vraiment désastreuses pour l'humanité.

[index](#)

Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts
Ce bulletin est maintenant disponible également en espagnol, en portugais et en anglais
Éditeur: Ricardo Carrère

Secrétariat International
Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay
Mel: wrm@wrm.org.uy
Site internet: <http://www.wrm.org.uy>

